Pour la sortie de l’euro

Le 24-03-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Le Pardem est toujours en accord avec la Déclaration d’Assise signée par le M’PEP en septembre 2014.

La Coordination nationale de la gauche italienne contre l’euro a tenu son « Forum européen de 2014 » à Assise (Italie) du 20 au 24 août 2014 qui a rassemblé un grand nombre de participants, notamment des pays de l’Union européenne mais aussi d’Ukraine et de Russie. A cette occasion des dirigeants de plusieurs organisations politiques progressistes de l’Union européenne, dont le M’PEP, ont adopté une déclaration se prononçant pour la sortie de l’Otan, de l’euro et de l’Union européenne. Cette déclaration a une très grande portée. Une nouvelle réunion internationale, rassemblant encore davantage de forces est prévue avant la fin de l’année à Athènes.

Pour accéder au site de la Coordination nationale de la gauche italienne contre l’euro, cliquez ci-dessous :
http://www.sinistracontroeuro.it/dichiarazione-delle-sinistre-europee-anti-euro/

SORTONS DE L’EURO !

Plusieurs responsables d’organisations politiques progressistes européennes se prononcent pour la sortie de l’euro et de l’Union européenne

Assise (Italie), le 23 août 2014.

La Coordination nationale de la gauche italienne contre l’euro a tenu son « Forum européen de 2014 » à Assise (Italie) du 20 au 24 août 2014 qui a rassemblé un grand nombre de participants, notamment des pays de l’Union européenne mais aussi d’Ukraine et de Russie. A cette occasion des dirigeants de plusieurs organisations politiques progressistes de l’Union européenne ont adopté une déclaration se prononçant pour la sortie de l’euro et de l’Union européenne.

Dans tous les pays de l'Union européenne et particulièrement dans la zone euro, de violentes politiques antisociales sont menées avec acharnement par l'Union européenne et les gouvernements qui en sont membres : baisse massive des dépenses publiques sociales, déflation salariale par le blocage des salaires, baisse des cotisations sociales patronales, subventions injustifiées aux grandes entreprises supposées créer les emplois, privatisations, démantèlement des services publics et de la Sécurité sociale, financiarisation de l'économie et des budgets publics… Le résultat est une accélération exponentielle du chômage de masse et de la précarité.

L'origine de cette situation est à rechercher dans les politiques menées par l'Union européenne, entièrement verrouillées par le traité de Lisbonne. Ce dernier repose sur tous les dogmes néolibéraux qui ont pourtant fait la démonstration de leur nuisance pour les intérêts des classes populaires et moyennes. Dans la zone euro les déséquilibres s'aggravent entre pays. L'euro est une arme de destruction massive contre l'emploi. La monnaie unique fonctionne uniquement pour protéger le rendement des capitaux en maintenant de façon permanente et volontaire un taux élevé de chômage.

Il existe une « essence » de cette « construction » européenne qui repose sur les valeurs et les intérêts des classes dominantes occidentales : européisme, atlantisme, capitalisme, autoritarisme. Un tel système ne peut pas changer d'essence, il ne peut pas s'améliorer de l'intérieur. Il faut le démanteler et bâtir quelque chose de radicalement nouveau. L'Union européenne est en effet le système le plus sophistiqué au monde qui s'appuie sur la tentative de construire une civilisation par le marché. L'Union européenne est un monstrueux système de domination et d'aliénation des peuples dont il faut s'émanciper.

L'Union européenne est une pièce maîtresse de l'ordre néolibéral mondial, avec ses firmes multinationales géantes, et ses institutions supranationales (OMC, FMI, Banque mondiale, OTAN, UE, OCDE). Ce système possède une caractéristique principale : agir avec persévérance pour dissoudre la souveraineté des peuples à l'échelle des nations. C'est en effet le meilleur moyen de laisser se développer sans limites la domination du grand capital comme en témoigne le TAFTA. Détruire les nations est la garantie pour les classes dominantes que l'on ne puisse pas revenir sur les « réformes » néolibérales. Il ne peut pourtant pas exister de souveraineté populaire sans souveraineté nationale. Par conséquent, faire disparaître la nation c'est faire disparaître la démocratie. C'est supprimer la capacité d'action des peuples à décider de leur avenir. Le soutien de l'Union européenne au régime fascisant de Kiev témoigne de son alignement total sur l'OTAN et l'impérialisme américain.

Des années d'exercice du pouvoir par les partis socialistes, travaillistes ou sociaux-démocrates, dans plusieurs pays de l'Union européenne, permettent désormais de dresser leur bilan. Ce bilan est parfaitement accablant comme on a pu le voir en Grèce, en Espagne, au Portugal, en France... Ces partis sont désormais ouvertement néolibéral, ils n'essayent même plus de faire semblant de vouloir défendre les classes populaires. Ils préparent partout le terrain pour des gouvernements de grande coalition à l'allemande (un gouvernement réunissant gauche et droite), comme l'Union européenne le met en œuvre déjà en Grèce, en Espagne, au Portugal et en Italie. Si le clivage opposant les classes dominantes aux classes populaires s'avive d'année en année, celui entre la gauche et la droite devient de plus en plus flou. Rien d'essentiel ne sépare la gauche de la droite dans de nombreux pays. Ces forces créent le contexte politique qui construit et amplifie la progression de l'extrême droite, elles permettent l'assimilation progressive de la nation avec sa définition essentiellement ethnoculturelle de l'extrême droite. Alors que pour nous la nation est strictement constitutionnelle et politique. Laisser ce concept politique central aux partisans de la définition identitaire de la nation comme l'extrême droite, est donc gravement irresponsable, et signe le fait que tous ces partis abandonnent le principal, les conditions même d'existence de la politique et de la démocratie.

La montée des partis d'extrême droite au sein des pays membres de l'UE a pour cause principale les politiques d'austérité pour les classes populaires et moyennes qui jettent les peuples dans la misère et en concurrence. L'extrême droite peut désormais s'approprier à elle seule l'idée et les symboles de la nation. Et inversement l'idée de nation finit par être assimilée à l'extrême droite. Or l'extrême droite défend une vision étriquée de la nation réduite à sa seule dimension identitaire. Loin d'être antisystème, comme elle le prétend, l'extrême droite est en réalité un agent indirect au service du système et des classes dominantes. Ces partis

sont les plus nauséabonds par leur attitude xénophobe, chauvine et hostile aux syndicats et à toutes les organisations qui défendent collectivement les intérêts des classes populaires.

Il est urgent de reconstruire une pensée, une pratique et un programme favorables aux intérêts des classes populaires et des classes moyennes. Les éléments clé, pour nous, sont :

- La suppression totale du chômage et de la précarité.
- Des plans de réindustrialisation et de nationalisation des grands secteurs stratégiques de l'industrie et des services.
- Le démantèlement des marchés financiers.
- L'annulation et la répudiation de la dette publique.
- Des mesures protectionnistes nationales dans le cadre universaliste de la charte de La Havane de 1948.
- Une mutation écologique du mode de production.
- La sortie des institutions supranationales qui maintiennent l'ordre néolibéral mondial : OTAN, FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne et euro.

Nous appelons cela la démondialisation. Le cœur de cette stratégie et de ce programme est de revendiquer et d'assumer la nécessité de la reconquête de la souveraineté nationale pour chaque pays. C'est-à-dire la lutte décisive pour conserver à chaque pays ses caractéristiques de société authentiquement politique, où le peuple dispose des moyens juridiques et institutionnels pour décider et mettre en œuvre ce qu'il estime correspondre à l'intérêt général.

Les signataires vont organiser une nouvelle rencontre internationale à l'échelle européenne, encore plus importante. Elle visera à rassembler très largement toutes les forces qui œuvrent pour la défense des intérêts des classes populaires et moyennes, pour la sortie de l'OTAN, de l'Union européenne et de l'euro, pour le plein-emploi.

- **Borotba (Combat)** : Sergeï Kirichuk, Ukraine.
- **Committee « Euro exit » (Comité « Sortir de l'euro »)** : Wilhelm Langthaler, Albert F. Reiterer, Autriche.
- **Coordinamento nationale sinistra contro l'euro (Coordination nationale contre l'euro)** : Moreno Pasquinelli, Italie.
- **Frente Civico (FC – Front civique)** : Manolo Monero Pérez, Espagne.
- **Front uni populaire (EPAM)** : Antonis Raskousis, Grèce.
- **Initiative e.V. Duisburg** : Thomas Zmrzly, Allemagne.
- **Left Co-March**, Kostas Kostopoulos, Grèce.
- **Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP)** : Jacques Nikonoff, Joël Périchaud, France.
- **Plan B** : Nasia Pliakogianni, Grèce.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire